

Transcription de l'interview de Jacques Delors - Partie 3 - Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995 (Paris, 16 décembre 2009)

Légende: Transcription de l'interview de Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes de 1985 à 1995, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 16 décembre 2009 dans les locaux du think tank « Notre Europe » à Paris dont Jacques Delors est le président fondateur.. Conduit par Hervé Bribosia, responsable scientifique au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants : sa désignation à la présidence de la Commission européenne, l'Acte unique européen, l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes, la chute du Mur de Berlin, la négociation du Traité de Maastricht, le principe de subsidiarité, les travaux du « comité Delors » sur l'Union économique et monétaire, la coordination des politiques économiques et le livre blanc de 1993, la non participation de certains États à la monnaie unique, les « paquets Delors » et le bilan de la Commission, et de la méthode Delors.

Source: Interview de Jacques Delors / JACQUES DELORS, Hervé Bribosia, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 16.12.2009. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:48:41, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_jacques_delors_partie_3_jacques_delors_president_de_la_commission_europeenne_de_1985_a_1995_paris_16_decembre_2009-fr-1bd9164d-a2bd-49a2-95ec-fe21d220f961.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Transcription de l'interview de Jacques Delors - Partie 3 - Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995 (Paris, 16 décembre 2009)

Table des matières

- I. Sa désignation à la présidence de la Commission européenne
- II. L'Acte unique européen
- III. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'UE
- IV. La chute du mur de Berlin
- V. La négociation du traité de Maastricht
- VI. Le principe de subsidiarité
- VII. Les travaux du «comité Delors» sur l'Union économique et monétaire
- VIII. La coordination des politiques économiques et le livre blanc de 1993
- IX. La non-participation de certains États membres de l'UE à la monnaie unique
- X. Les «paquets Delors»
- XI. Bilan de la Commission et de la méthode Delors

I. Sa désignation à la présidence de la Commission européenne

[Hervé Bribosia] Quelles furent les circonstances de votre désignation à la présidence de la Commission? Vous étiez jusqu'alors le ministre des Finances de François Mitterrand. Qui étaient vos alliés, qui étaient peut-être vos concurrents éventuels?

[Jacques Delors] Moi, je n'étais pas du tout candidat à la présidence de la Commission. Simplement, j'avais dit au président de la République que je voulais arrêter d'être ministre. J'étais en désaccord surtout avec les méthodes de travail de l'Élysée. Qu'est-ce qu'on dirait aujourd'hui, bon? Centralisation excessive, nomination des ministres. Et donc je pensais terminer, j'avais à l'époque soixante ans, je voulais terminer ma période comme maire de Clichy et revenir comme professeur à l'université. Donc je lui avais dit avant que je voulais quitter le gouvernement. Bon, il avait ça dans sa tête. Puis ensuite le chancelier Kohl m'a dit, parce que j'avais été le recevoir avant le Conseil européen de Fontainebleau, qu'il était prêt à renoncer à une présidence allemande – parce que selon la diplomatie c'était son tour – pour une présidence française. Mais pas n'importe laquelle. Moi, j'avais gardé ça pour moi. Il a vu Mitterrand et François Mitterrand a saisi l'occasion et a dit: «Donc, il faut... si c'est possible d'avoir un président français...» On a fait un tour de table avec un candidat, ça n'a pas marché.

[Hervé Bribosia] Qui était-il?

[Jacques Delors] Non, non, je ne le dirai pas. Et ensuite, puisque Jacques Delors est un homme de la rigueur, de l'austérité, de la bonne gestion, bon, alors il savait que ça passerait, et effectivement, il a fait circuler mon nom et ça a marché tout de suite.

[Hervé Bribosia] Margaret Thatcher vous a soutenu?

[Jacques Delors] Voilà, à l'époque elle a dit oui, OK.

[Hervé Bribosia] Vous fûtes reconduit à deux reprises à la tête de la Commission, une fois en 89, une fois en 93 pour un mandat plus court...

[Jacques Delors] En 88 la première fois, puisque mon mandat avait quatre ans: 85, 86, 87, 88. Et la deuxième fois pour deux ans, parce qu'on savait que c'était la fin.

[Hervé Bribosia] Et la reconduction de ce mandat, est-ce ça s'est fait sans problème?

[Jacques Delors] En 88, même madame Thatcher a dit oui.

[Hervé Bribosia] Pas de discussion? Et pour le deuxième?

[Jacques Delors] Le deuxième, elle savait que je voulais m'en aller. Parce qu'ils avaient tellement de problèmes à trouver un successeur, pas à cause de moi, mais entre eux. Moi j'avais dit: «Je fais deux ans, et c'est fini». Et Mitterrand était d'accord: «Jacques Delors fait deux ans, et c'est terminé». Alors il n'y a pas de problèmes pour ces deux ans-là.

II. L'Acte unique européen

[Hervé Bribosia] Alors, l'Acte unique est signé en février 86, donc une bonne année après votre arrivée à la présidence de la Commission. Que retenez-vous de cette négociation intergouvernementale? Quelle fut l'influence de la Commission, éventuellement celle de vous-même? Plus tard, vous avez dit que cet acte unique, c'était votre préféré. Pourquoi?

[Jacques Delors] Je maintiens. Je vais vous expliquer pourquoi. En deux phases. Premièrement, dès que j'ai été désigné en juin 2004 [sic], ou début juillet 1984, par exemple, excusez-moi, 1984, je n'arrive pas à vieillir... je devais faire le tour des capitales, dix à l'époque avec la Grèce. Et je leur ai proposé, puisqu'il y avait eu le Conseil européen de Fontainebleau qui avait réglé ce que j'appellerai rapidement les querelles de familles, je leur ai dit: «Eh bien, il y a trois facteurs de relance possibles: un changement institutionnel, une monnaie unique ou une défense commune». En sachant que les dix ne seraient pas d'accord là-dessus. Donc j'ai fait mon tour. Très bien, bien accueilli, avec Émile Noël, irremplaçable. Émile Noël, auquel il faut rendre hommage, secrétaire général de la Commission pendant longtemps. Et je savais qu'il y en avait qui ne marcheraient pas. Je leur ai dit: «Mais votre économie va mal, et si on appliquait le traité de Rome? Vous avez un grand marché. Cela stimulerait vos économies». J'avais des exemples, ça a marché, ça, ça a pris. Et donc dès que je suis arrivé, j'ai proposé l'objectif 92 pour le grand marché. Le Parlement a accepté, les gouvernements aussi, mais il fallait franchir un obstacle. C'est que, puisque les textes pour réaliser le grand marché avaient été proposés par la Commission Thorn et n'avaient pas été acceptés, c'est parce qu'il fallait l'unanimité. Alors je leur ai dit qu'il fallait changer ça, mais entre-temps les petits génies qui étaient autour de Kohl et Mitterrand avaient inventé un nouveau traité. Je suis arrivé à Milan en juin 1985, avant le Conseil européen présidé par monsieur Craxi, avec sur la table un texte de traité combiné par la France et l'Allemagne. Ça m'énervait déjà, parce qu'on n'était pas deux, on était dix...

[Hervé Bribosia] Vous n'étiez pas impliqué?

[Jacques Delors] Non, non, c'était dix, ça m'énervait que deux pays..., bon. Et puis en plus, j'ai lu ce papier; ce papier, c'était la Confédération européenne prévue par le rapport Fouchet. Tout simplement. L'intergouvernementale...

[Hervé Bribosia] C'était une fuite du plan Fouchet?

[Jacques Delors] Oui, oui, enfin ils ne savaient pas eux. Les deux ne le connaissaient pas. Bon. Mais j'avais un collaborateur, François Lamoureux, qui avait tous les textes à Milan. Je lui ai dit: «Ça c'est un peu le rapport Fouchet, mais on ne l'a pas...» «Ah!», il m'a dit, «Si, moi je l'ai.» François Lamoureux, qui était un type formidable, qui est décédé depuis, prématurément hélas. Et donc je suis allé voir Mitterrand et Kohl. J'ai dit à Kohl: «Vous, le fédéraliste, vous acceptez ça?» et à Mitterrand, j'ai fait tout de suite de la provoc, je lui ai dit: «Ça, c'est le rapport Fouchet!». Et aussitôt ils ont compris que...

[Hervé Bribosia] Mais qui avait préparé ce projet?

[Jacques Delors] Des collaborateurs des deux pays, je ne citerai pas les noms. Je les connais, mais je ne citerai pas les noms.

[Hervé Bribosia] Donc au niveau administratif, diplomatique?

[Jacques Delors] Au niveau des cabinets des chefs. En plus, ils ne l'avaient pas montré aux autres, et j'ai démolé ça alors que je n'étais que depuis six mois à la Commission, j'ai démolé ça et j'ai demandé, je leur ai dit: «Écoutez, vous avez deux possibilités. Ou bien vous vous abstenez quand un texte ne vous convient pas pour le grand marché, et ça passe. Ou bien vous changez le traité.» Et après discussion, il a fallu changer le traité, et là Craxi a eu un geste historique. Il a dit au Conseil européen: «On va voter». Sept pays ont dit: «Il faut changer le traité», trois contre. On a mis en place une conférence intergouvernementale. Ça se passe comme ça, des fois c'est le nez de Cléopâtre. Craxi, vous voyez, si décrié, enfin sous la pression aussi d'Andreotti.

[Hervé Bribosia] Donc il a ouvert la CIG, la Conférence intergouvernementale.

[Jacques Delors] Sur la Conférence intergouvernementale, on peut dire sans se vanter – bon, une présence luxembourgeoise très accommodante, très remarquable, mais c'est nous qui avons fait 80 % des textes.

[Hervé Bribosia] Nous, la Commission?

[Jacques Delors] Voilà. C'est la première fois que ça arrivait.

[Hervé Bribosia] Donc la Commission a été très influente pour rédiger ce projet de traité.

[Jacques Delors] Ah oui, pour l'Acte unique! Je voulais qu'il y ait à la fois le grand marché et la possibilité d'extension du vote à majorité qualifiée. Mais je voulais aussi qu'il y ait le social. Je voulais aussi qu'il y ait la solidarité entre les régions pauvres et les régions riches. Je voulais aussi qu'il y ait un petit mot sur l'environnement. Tout cela a passé sauf un petit mot sur la monnaie commune. Et ça, les Allemands étaient contre.

[Hervé Bribosia] Il y avait un embryon bien sûr?

[Jacques Delors] Oui, oui, c'était dans l'introduction, une petite phrase, comme le petit Poucet, vous connaissez. Il met des cailloux blancs... Donc j'avais mis ça, le ministre des Finances [...]. Donc on arrive à Luxembourg, remarquable présidence par Santer. Il faudrait rendre hommage à Jacques Santer. L'engagement européen des Luxembourgeois, c'est extraordinaire. De Jacques Santer à Jean-Claude Juncker, en passant par Werner qui m'a inspiré... remarquable! Donc la veille, il ne voulait pas de ce petit paragraphe. J'ai été voir Kohl et je lui ai dit: «Voilà, simplement, si demain on a un marché unique, d'autres que vous poseront la question de la monnaie commune. Alors un petit mot et puis ça peut montrer aussi que le SME est utile, vous êtes d'accord?» OK. Restait madame Thatcher. Et là, c'est dans une suspension de séance que j'ai pu parler avec elle et qu'elle a enfin accepté.

[Hervé Bribosia] Comment avez-vous fait pour la convaincre?

[Jacques Delors] Oh, c'est arrivé deux fois. En 85 pour ça, et en 88 lorsque la sous-présidence allemande m'a fait le grand accord budgétaire. Je lui ai parlé de bonne foi, je ne lui ai pas raconté d'histoires. Je vous dis, c'est une femme qui était contre mes idées mais était extrêmement courtoise, extrêmement respectueuse de l'autre. Elle a dit: «Bon, si ce n'est que ça...» J'ai dit: «Il n'y a plus que ça, Madame, qui empêche de réaliser votre marché unique que vous aimez aussi».

[Hervé Bribosia] Et c'est votre traité préféré justement parce qu'il rassemblait tout l'équilibre politique...

[Jacques Delors] L'équilibre entre le politique et le social, l'équilibre entre les avantages du marché unique et la solidarité des régions, des pas ouverts même sur l'environnement et sur la monnaie unique. Donc c'est un traité que j'aime beaucoup, parce qu'on l'a fait à 80 % – c'est dû encore là à des gens comme Émile Noël, François Lamoureux et d'autres, et même des collaborateurs des autres commissaires, notamment monsieur Perissich, qui est toujours en activité. Donc c'est un traité qu'on a fait nous-mêmes. Les Luxembourgeois ont

été très coopératifs et très ouverts vis-à-vis de nous parce qu'accepter des textes de la Commission, ce n'est pas facile pour un gouvernement. Les Luxembourgeois sont très européens. Ils n'ont pas fait ça par laxisme mais par esprit européen. On a bien travaillé ensemble et voilà. Ce traité est accepté – miracle! – douze mois après mon arrivée. Il a été voté puis ensuite il y a eu un référendum contre. Mais enfin, il a été appliqué en 87.

III. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'UE

[Hervé Bribosia] Alors, au moment de négocier donc ce qui deviendrait l'Acte unique, se négociait également le traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ces derniers avaient finalement pu adhérer aux Communautés juste avant de signer l'Acte unique. Dans quelle mesure ces négociations se sont-elles croisées ou influencées?

[Jacques Delors] Non, c'est-à-dire que jusqu'au moment où je suis arrivé, il y avait segmentation des négociations selon les sujets. Et en dépit des efforts de Lorenzo Natali, remarquable commissaire, ça n'avancait pas. Alors la présidence italienne, lassée, a dit que c'était au président de la Commission de s'en occuper. Donc j'ai passé deux nuits avec l'Espagne et le Portugal et je suis arrivé à un accord, en reprenant tous les sujets ensemble. Voilà, ça s'est passé comme ça.

[Hervé Bribosia] Mais l'Espagne et le Portugal ont eu l'occasion d'influer sur le texte d'une quelconque manière?

[Jacques Delors] Non, pas sur l'Acte unique mais sur les négociations. Ensuite, puisque les négociations avaient abouti – ce monsieur Andreotti m'avait fait cette grande confiance de me laisser terminer les négociations, monsieur Andreotti dont on peut dire ce que l'on veut, mais c'est un grand Européen, je pourrais vous citer plusieurs points où il a mis sa marque sur l'avancée de l'Europe. Donc, quand ça a été fait, ils sont arrivés en juin 85 à Milan, mais ils se sont tus. Formidable, deux nations comme ça qui arrivent et qui se taisent la première fois, montrant qu'elles arrivent dans une famille, formidable exemple! Quand vous voyez leur niveau de vie actuel [sic] et celui de maintenant, vous voyez que l'Europe leur a été utile. Et qu'ensuite le Portugal et l'Espagne ont été parmi les plus grands supporteurs des avancées européennes. Vraiment remarquable. Donc j'ai fait... Si vous voulez, ma thèse du président de la Commission, c'est qu'il doit être utile. Donc je leur ai été utile en permettant de réaliser le Marché unique. Je leur ai été utile en faisant l'élargissement. À ce moment-là, vous aviez plus de confiance des gouvernements, mais sinon vous n'êtes rien. Gouvernements, Conseil européen, grandes organisations intergouvernementales... Donc il faut être utile. Donc j'avais compris qu'il fallait que je sois utile. Des fois ça m'en coûtait, pas toujours mes idées. Mais enfin, il faut avancer. Donc c'est ça ma grande leçon, être utile, et ensuite plus on est utile, plus on est écouté.

IV. La chute du mur de Berlin

[Hervé Bribosia] Fin 1989, c'est la chute du mur de Berlin dont nous venons de fêter le vingtième anniversaire. Comment avez-vous personnellement vécu cet événement géopolitique majeur et quelle fut l'attitude de la Commission européenne face aux risques d'instabilité, face à la réunification de l'Allemagne, et face à la perspective...?

[Jacques Delors] Avant, il y a eu quand même un grand événement. C'est une fois que l'Acte unique a été fait, comment réussir l'Acte unique? On m'a donné deux mois pour faire le tour des capitales, sous présidence anglaise en décembre 87. Et au début 88, j'ai produit ce rapport sous la présidence allemande, grands résultats obtenus – cet accord sur le budget communautaire –, et moi j'avais annoncé que l'on aurait des perspectives pluriannuelles. Donc ça, c'est pour moi un événement vraiment important, plus bien entendu qu'en 88 dans l'euphorie parce que la croissance était revenue. La création du comité Delors sur

les... Donc la chute du mur de Berlin, nous sommes encore dans la Commission en position de force, enfin de confiance disons. L'événement arrive, le lendemain, je réunis la Commission et le lendemain d'après, je fais une interview à ZDF en Allemagne en disant que les Européens de l'Est appartiennent à l'Europe. Alors là, j'ai fait un coup d'audace, enfin j'ai un peu dépassé mes [...].

[Hervé Bribosia] Vous étiez soutenus par vos commissaires pour cette démarche?

[Jacques Delors] Ah oui, mais pas par les gouvernements, mais par les commissaires. Je leur avais dit, je leur avais dit: «Je fais attention à ce que nous ne dépassions pas nos compétences. Mais il y a une disposition du traité de Rome, une déclaration annexe de l'Allemagne qui dit, en 57: "Si un jour cette situation change, il faudra en tenir compte"». Donc j'ai fait une interview à la ZDF, le lendemain en disant que les Européens de l'Est appartenaient à l'Europe. Je n'en ai pas dit plus. Eh bien, ça a déjà fait sa sauce...

[Hervé Bribosia] Mais vous ne vous étiez pas concerté avec les chefs d'État ou de gouvernement?

[Jacques Delors] Non, non, non...

[Hervé Bribosia] C'était une démarche personnelle?

[Jacques Delors] Quand des événements comme cela arrivent, et quand on a déjà la confiance parce qu'on a fait des choses, il faut prendre ces risques. Ils auraient pu me balancer huit jours après, mais voilà...

V. La négociation du traité de Maastricht

[Hervé Bribosia] Alors en février 92 est signé le traité de Maastricht, un autre traité. C'est le traité sur l'Union européenne, le résultat de deux conférences intergouvernementales. L'une sur l'Union économique et monétaire, nous y viendrons, l'autre sur l'Union politique. S'agissant de la structure du traité, et partant de la nature de l'Union européenne, quels étaient les enjeux de la controverse qui a eu lieu à cet égard? Et quels étaient les protagonistes?

[Jacques Delors] Il y a plusieurs controverses. La première me dépassait. C'est quand monsieur Genscher a dit [...]. Parce que moi, je m'étais concentré sur la politique étrangère, laissant à monsieur Christophersen, mon collègue danois, très éminent, l'UEM. Mais il y aura quand même un chapitre sur l'UEM où je suis intervenu et j'ai perdu. Donc la première chose qui m'a frappé, c'est la préparation de la passion politique. Monsieur Genscher a dit: «Puisque nous allons avoir une politique étrangère commune, sic, il faut avoir une politique de défense commune». Et là, sur les douze pays, il y en a trois qui disent: «Mais, la défense c'est l'OTAN». Tout était dit. À ce moment-là, je leur ai dit, sans succès: «Messieurs les ministres, ne parlez pas de politique étrangère commune, c'est au-delà des possibles. Parlez d'actions communes de politique étrangère quand vous êtes d'accord». Rien n'y a fait, ils voulaient un texte, qui d'ailleurs est un véritable charabia, texte dans lequel il est parlé de politique étrangère commune. Je n'ai jamais cru à ça. Et je pense que lorsque l'on fait des annonces comme ça, on déçoit les peuples européens, parce que ce n'est pas possible. Je leur avais dit de parler d'actions communes de politique étrangère. Cela a été le premier point frappant. Le deuxième, ça a été sur l'Union économique et monétaire. J'y suis allé une fois, monsieur Christophersen avait bien voulu [...]. Je leur ai dit: «Parmi les critères d'accession à l'UEM, mettez le chômage de longue durée et le chômage des jeunes». Refus de l'Espagne, contentement des Allemands et des Hollandais. Et donc ils n'ont mis que leurs critères économiques et financiers. Mais j'avais proposé ça pour bien montrer le lien entre l'économique et le social. J'ai perdu. Troisième bataille, à Dresde. Le temple ou l'arbre.

[Hervé Bribosia] La structure du traité, la structure de l'Union.

[Jacques Delors] Voilà, je leur ai dit: «Le traité doit être un arbre avec plusieurs branches plus ou moins développées». Donc j'ai été soutenu par certains pays, par l'Allemagne. Pas par la France. Mais j'ai eu

contre moi les Hollandais, les Britanniques et les Portugais. Donc mon idée n'est pas passée. Et donc ils ont choisi le temple, avec trois piliers.

[Hervé Bribosia] Et l'Union européenne qui n'avait pas la personnalité juridique...

[Jacques Delors] J'ai perdu la bataille. Donc j'ai perdu deux batailles sur trois. Mais je me suis battu. Honneur au vaincu. Voilà, et donc je leur ai dit: «Attention, votre temple [...] ça a débouché sur des traités mal foutus, le traité de Nice, le traité de Lisbonne y compris», parce qu'ils n'ont pas pris [...], ils n'ont pas voulu être réalistes. Ils n'ont pas pu voir ce qui était possible et pas possible. Et déjà, il y avait l'obsession que le Conseil européen, etc., l'intergouvernementale... Bon, c'était une bataille entre [...] – même si les fédéralistes me trouvaient faible, tiède – entre une conception fédéraliste au sommet et une conception intergouvernementale qui, depuis, n'a fait que croître et embellir.

[Hervé Bribosia] Mais aujourd'hui avec le traité de Lisbonne, on a l'Union européenne, personnalité juridique unique, il n'y a plus de Communautés. Il n'y a formellement plus de piliers, donc on est arrivé à cette structure en arbre.

[Jacques Delors] Il y a juste quelque chose qui restera sensible à mes amis luxembourgeois et belges. C'est que tous les symboles de ce qui pourrait être une seconde patrie, notre patrie plus l'Europe, ont disparu. On les a supprimés dans le traité.

[Hervé Bribosia] Il y avait tout de même la citoyenneté européenne?

[Jacques Delors] Alors ce n'est pas la peine de mettre une Union européenne sans cesse de plus étroite quand vous refusez l'hymne, le drapeau ou tout cela. Ce sont des symboles qui n'ont l'air de rien, puisqu'on ne demande pas aux gens de dire: «Renoncez à être Français, Luxembourgeois ou Belge, vous êtes Européen». Non, on ne leur demande pas ça. On leur demande simplement d'accepter qu'il y ait une autre dimension dans leur sentiment d'appartenance. C'est ça qui a été détruit par les concessions faites aux Britanniques.

[Hervé Bribosia] D'accord. Mais le traité de Maastricht, c'est aussi le traité de la citoyenneté européenne.

[Jacques Delors] Oui.

[Hervé Bribosia] Notamment à travers les élections locales et européennes. À l'époque, vous considérez ces avancées comme de grandes avancées?

[Jacques Delors] Oui, oui. Ma plus grande bataille au sommet de Maastricht, pendant la réunion, a été le chapitre social.

[Hervé Bribosia] Le chapitre social...

[Jacques Delors] J'avais proposé ça. Il n'y avait pas que moi. Les organisations syndicales ont joué un grand rôle là-dedans, avec l'idée aussi que quand les partenaires sociaux se mettaient d'accord, on transformait ça en loi européenne. Et ce texte, la présidence hollandaise était tiède, les Anglais étaient contre. C'est là où Kohl est venu me voir et m'a dit: «Jacques, on a déjà assez obtenu comme ça, renonce à ça». J'ai dit: «Jamais».

[Hervé Bribosia] C'est devenu le protocole social.

[Jacques Delors] Voilà. «Jamais», j'ai dit. J'ai été voir la présidence hollandaise, je leur ai dit: «Jamais». J'ai été voir les Anglais et je leur ai dit: «Mais pourquoi ne faites vous pas un *opting out*?». Ils ont fait deux *opting out* sur l'UEM et sur ça. Et ça a passé, le chapitre social. Heureusement. Quitte à ce que ça reste comme projet d'inspiration pour tous les pays.

[Hervé Bribosia] Et ce protocole social s'inspirait déjà de la charte sociale signée en 89.

[Jacques Delors] Oui, en 89 déjà, mais enfin là, si vous voulez, j'avais fait un travail sur le dialogue social auquel tout le monde rend hommage. Parce que, quand même, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, ce n'était pas facile. Il y avait des risques, mais je voulais un minimum de droits sociaux, donc j'ai fait cette charte, mais je ne l'ai pas faite moi-même. Je l'ai fait faire par le Conseil économique et social, ce qui fait qu'aux gouvernements je leur ai dit: «Écoutez, ce n'est pas moi qui l'ai faite, c'est donc l'ensemble des partenaires sociaux, et vous refusez?».

[Hervé Bribosia] Mme Thatcher vous a bien aidé quand même pour aller vers le protocole social de Maastricht. N'y avait-il pas une continuité intellectuelle entre les deux?

[Jacques Delors] Non, non c'était avant Maastricht, en 89...

[Hervé Bribosia] En 89, oui, c'est ça que je dis...

[Jacques Delors] Elle était contre ça pour une raison qu'elle a dit en séance. Elle a dit: «Bon, je vois bien ce que veut dire Jacques Delors» – Ce n'était jamais «président», c'était Jacques Delors. Mais enfin, ça ne me gênait pas, moi j'aime bien mon nom – et elle a dit: «Oui, mais si vous voulez, moi je considère que les partenaires sociaux et tout ça... moi, je considère qu'il y a la nation et le citoyen, et le reste...». Donc elle n'acceptait pas idéologiquement cette notion de partenaire social. Mais les autres pays ont voté et cette charte a été suivie d'un début d'application, mais ça voulait dire qu'on continuait le dialogue social, je n'en dirai pas plus. Parce que le patronat entre-temps a pris de plus en plus de force avec la dérégulation après mon départ. Les syndicats se sont un peu empêtrés. Vous savez, le dialogue social, pendant que j'étais là... Vous verrez le livre qu'a fait Gabaglio sur la création de la «Compañeras». Mais il fallait l'aide technique de la Commission. Les partenaires sociaux sont relativement faibles, sont un peu divisés entre eux. Ils n'ont pas les mêmes traditions. Donc nous n'étions pas leurs tuteurs, mais nous étions leur expertise technique, et dès le jour où cette expertise technique n'existait plus, ça ne marchait pas. Indépendamment des raisons politiques et du fait que le rapport de force ait changé.

VI. Le principe de subsidiarité

[Hervé Bribosia] Un autre principe phare du traité de Maastricht, c'est le principe de subsidiarité selon lequel, pour faire bref, il ne faut confier au niveau de pouvoir supérieur que les affaires qui sont mieux gérées à ce niveau, disons. Qui a l'idée de formaliser ainsi ce concept qui provient de la doctrine sociale de l'Église? À quel besoin répondait-il et, rétrospectivement, pensez-vous que ce principe ait eu une quelconque utilité concrète?

[Jacques Delors] Oui. Je pense que les protestants l'ont dit avant les catholiques, pour préciser historiquement. J'ai beaucoup travaillé là-dessus. Et en second lieu, un personnaliste comme moi ne peut être que pour le principe de subsidiarité. Donc j'ai compris à un moment que le vent, après le référendum danois contre le traité, j'ai compris – et puis une présidence anglaise – qu'il fallait... donc j'ai proposé d'annuler une douzaine de directives. Et parmi celles que j'ai [...] c'est tout à fait caractéristique des contradictions des pays européens, il y en avait une qui était sur le transport des porcs ou des cochons. Elle disait que chaque porc devait avoir sa place dans le transport, et qu'en plus il devait tourner vers un autre son regard de façon à ne pas être perturbé psychologiquement, psychologiquement. Ce texte avait été adopté en 79, je n'y étais pour rien. J'ai demandé son annulation. Kohl a éclaté de rire, mais les Anglais, partisans de la protection des animaux, n'en disaient pas autant. Donc, j'avais mis le doigt sur ce qui fait mal. Et par conséquent, la subsidiarité «oui», je vous ai même dit tout à l'heure que j'appuyais la démarche du traité de Lisbonne, mais il faut aussi que les gouvernements sortent de leurs contradictions.

[Hervé Bribosia] Mais qui est allé rechercher le principe pour le formaliser dans le traité?

[Jacques Delors] De Maastricht?

[Hervé Bribosia] Le principe de subsidiarité, qui est allé le chercher?

[Jacques Delors] C'est moi. Moi aussi, j'en ai parlé. Parce que je me méfiais. Quand j'ai dit au Parlement européen, j'étais mal compris: «Attention, 80 % des textes économiques vont être demain de l'Union européenne, il faut que les parlements nationaux s'en préoccupent», j'ai été injurié, mais c'est ça que ça voulait dire. Il fallait pratiquer le principe. Et je connais aussi les États fédéraux comme l'Allemagne. Donc mon idée était avant les gouvernements. Ce sont les Anglais qui ont mis ça à l'ordre du jour de leur présidence, parce qu'évidemment...

[Hervé Bribosia] Ils voyaient ça comme une limite de l'action de l'Union européenne...

[Jacques Delors] Oui. Si vous voulez, j'ai répondu. J'ai proposé l'annulation de douze textes. Certains ont provoqué la stupeur devant le Conseil européen à Birmingham.

[Hervé Bribosia] Je crois que Margaret Thatcher vous a soutenu à propos du principe de subsidiarité...

[Jacques Delors] Ah oui, bien sûr. Mais ensuite...

[Hervé Bribosia] Ce n'était pas un peu suspect?

[Jacques Delors] Non, non. Je vais vous dire, j'avais beaucoup de respect pour elle. Je ne changerai pas d'avis. Elle a empêché que [...], elle a multiplié les obstacles, pour faire ce que je croyais bon pour l'Europe. Mais du point de vue humain – je n'en dirai pas autant de tous les chefs de gouvernement –, impeccable.

VII. Les travaux du «comité Delors» sur l'Union économique et monétaire

[Hervé Bribosia] S'agissant d'Union économique et monétaire, on a pu vous décrire comme l'accoucheur de l'euro dont Schmidt et Giscard auraient été les précurseurs, Kohl et Mitterrand les parrains. Le Conseil européen de Hanovre de juin 88 vous avait en effet confié la présidence d'un comité chargé de faire des propositions concrètes. Ce comité finira par porter votre nom, le «comité Delors». Tout comme le rapport que vous soumettrez en avril 89, le «rapport Delors». Comment ce comité fut-il créé et comment a-t-il fonctionné?

[Jacques Delors] D'abord, *first*, chapeau à Monsieur Werner! Car il avait été chargé, quelques années auparavant, de faire un rapport. Il présidait un comité de hauts fonctionnaires et son rapport nous a servi de référence. Donc, hommage à Pierre Werner, grand Européen mais qui, en plus, avait accepté, alors qu'il était président du Conseil, de présider un comité de technocrates.

[Hervé Bribosia] Donc vous l'avez rencontré à maintes reprises?

[Jacques Delors] Oui, oui, et je crois vraiment... Je devais aller à la Fondation Werner et je n'ai pas pu y aller. Mais, il faut lui rendre hommage. Parce qu'une partie de notre rapport était emprunté au rapport Werner. Il ne faut jamais oublier ça. Deuxièmement, avant Hanovre, monsieur Genscher avait parlé de monnaie unique, monsieur Balladur, Premier ministre, de monnaie commune. Moi, je sentais que l'atmosphère était bonne, je les laissais aller. Kohl m'invite avant – chez lui à Ludwigshafen – déjeuner avec lui, il me dit: «Alors, il va falloir faire quelque chose pour la monnaie unique». Il me dit: «Bon, il pourrait y avoir un comité des ministres des Finances». «Ah non, je lui dis, pas les ministres des Finances, les gouverneurs de banques centrales. C'est eux, la technique et la crédibilité!». «Ah, il me dit, est-ce que tu pourrais le présider?». Je lui ai dit: «Oui, je vais prendre mes risques». Comme président de la Commission, c'était un risque. Donc je lui dis: «OK». Jusqu'au dernier moment, à Hanovre, le président de la banque centrale allemande, la Bundesbank, n'était pas chaud. Il a essayé d'empêcher ça, puis ensuite il a été au

groupe, il m'a causé pas mal de soucis. Mais enfin, il avait son idée. Et donc madame Thatcher dit: «Du moment que c'est pour savoir comment ça pourrait se faire, allons-y!». Donc un comité avec tous les gouverneurs des douze banques centrales, plus trois experts que j'avais fait nommer et qui étaient des bons. Et voilà, on a fait ce groupe, difficile... tempétueux par moments. Mais on a réussi à avoir l'unanimité y compris celui du gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui l'a payé politiquement. Mais il a dit à madame Thatcher: «Moi, on m'a demandé comment faire, mais pas que faire». Et donc ce rapport a été adopté à l'unanimité, ce qui lui a donné de la force. Mais ça a été extrêmement difficile.

[Hervé Bribosia] L'essentiel de ce rapport se retrouve dans le traité de Maastricht, vous diriez?

[Jacques Delors] Non, pas la partie économique.

[Hervé Bribosia] Pas la partie économique?

[Jacques Delors] Un peu déséquilibré sur le plan monétaire et budgétaire.

[Hervé Bribosia] Donc le rapport était plus équilibré de ce point de vue.

[Jacques Delors] Voilà, les politiques macroéconomiques et les politiques monétaires. Et depuis, je me suis battu pour qu'on rééquilibre, sans succès, comme vous pouvez le voir. Sans succès, je dis.

VIII. La coordination des politiques économiques et le livre blanc de 1993

[Hervé Bribosia] Vous avez souvent regretté l'absence d'une véritable coordination des politiques économiques.

[Jacques Delors] Je ne parle pas de gouvernement économique, vous pouvez dire ça dans vos archives. Parce que [la création] d'un gouvernement économique implique pour les Allemands la politisation de la Banque centrale, de la politique monétaire. Ce n'est pas acceptable pour moi non plus. Donc je parle de coordination des politiques économiques, et on ne l'a pas fait. Le résultat, c'est que l'euro protège mais ne stimule pas. Le deuxième résultat, c'est que quand il y a eu la crise, l'absence de coopération réelle, d'esprit de coopération avec les gouvernements a joué. Et qu'on a eu l'addition de parlements nationaux et non pas [...], alors que l'Europe a maintenant soixante ans, on aurait pu espérer autre chose.

[Hervé Bribosia] Mais le livre blanc sur la croissance, la compétitivité, l'emploi de 93, était-ce dans votre esprit une façon d'y remédier?

[Jacques Delors] Oui, c'était une façon..., non, non, 1993 était une mauvaise année pour l'Europe.

[Hervé Bribosia] C'était la crise.

[Jacques Delors] La crise, l'éclatement du SME, enfin... Donc mon idée était, face à la rupture née de la nouvelle vague de progrès technique, notamment des technologies de l'information, et face à la mondialisation, qu'il fallait réagir. Mais il fallait réagir à la fois sur le plan national et sur le plan européen. Donc ma médecine était en partie nationale, mais elle impliquait aussi une partie européenne. Notamment en matière de recherche, on en parle encore aujourd'hui.

[Hervé Bribosia] C'est un embryon de la stratégie de Lisbonne?

[Jacques Delors] Oui, voilà. Le transport en collectif, l'environnement, il y avait une grande partie sur l'environnement. Ce rapport a été difficilement adopté au Conseil européen de Bruxelles, sous présidence belge, très bonne présidence belge, par les gouvernements.

[Hervé Bribosia] C'est le livre blanc de 93...

[Jacques Delors] Oui, je leur ai dit à un moment – parce que c'était décourageant, même Kohl avait des notes en disant que ça allait coûter de l'argent –, je leur ai dit à un moment: «Voilà, vous me faites penser à une famille, bourgeoise, disons de Bruxelles, qui dit: "Je voudrais avoir un très beau salon. Alors je vais m'adresser à un artisan". Elle demande à l'artisan, il fait son salon. «Merci». Elle paie. Et l'artisan, qui est un homme consciencieux, six mois après vint à la fenêtre pour voir ce qu'était devenu son salon. Il était à la cave. Eh bien, ce n'est que ça ce que vous voulez faire avec mon rapport! Alors il vaut mieux ne pas l'adopter que de le mettre à la cave.» Ils l'ont adopté, mais les ministres des Finances n'ont pas suivi et il n'a jamais été appliqué. Sauf qu'il a eu une influence sur les gouvernements nationaux, notamment sur la gestion du marché du travail, etc. Mais si vous voulez, il n'a jamais été vraiment appliqué. Et donc ce livre blanc présupposait la suite. On peut le relire aujourd'hui, il est toujours actuel. D'ailleurs, certains partis politiques le brandissent encore. Mais voilà comment ça s'est passé, et ils n'ont accepté ça que parce que j'ai dit cette phrase terrible. À ce moment-là, parce que Mitterrand m'avait dit lors d'une suspension de séance – enfin c'était Mitterrand –: «Enfin, vous n'allez pas vous laisser faire quand même». Alors j'ai retrouvé du courage.

IX. La non-participation de certains États membres de l'UE à la monnaie unique

[Hervé Bribosia] Je reviens brièvement à la monnaie unique. Combien d'États membres, pensez-vous, au moment du rapport Delors seraient en mesure d'adopter l'euro comme monnaie unique, du moins dans un premier temps, et quel regard portez-vous à propos des États qui, comme le Royaume-Uni ou la Suède, sont plus que réticents à faire partie de la zone euro? C'est problématique ça?

[Jacques Delors] Oui, je pense que pour certains, la monnaie unique voulait dire un approfondissement d'intégration européenne qui n'était pas dans leurs idées. Au Royaume-Uni et en Suède. La Suède avait d'autant plus d'objectifs que c'était un modèle à l'époque. Et ça reste un modèle. Et il y avait les pays de la Méditerranée – comme le disaient avec mépris les Allemands –, les pays de la Méditerranée – Grèce, Italie, Espagne, Portugal –, qui disaient: «Mais qu'est-ce qui va se passer?» Les «pays du Club Med» comme disait un ministre des Finances allemand. Donc il y avait tout ça qui jouait. Alors les Anglais, en n'adhérant pas à l'UEM, ont eu de bonnes années, parce qu'ils avaient la flexibilité du taux de change, mais depuis trois ans, ce n'est plus ça. Les Suédois ont anticipé la crise des banques et ont joué beaucoup plus intelligemment, quels que soient les gouvernements, conservateurs ou socio-démocrates. Quant aux autres pays – les «pays du Club Med» –, Prodi, quand il était président du conseil, a fait un effort remarquable, Gonzales..., maintenant qu'ils ont adhéré, et donc on a eu cette UEM avec dix pays sur douze, neuf pays sur douze, puisqu'il y a la Grèce...

[Hervé Bribosia] ... qui est venue après. Et au moment du rapport Delors, est-ce que vous avez déjà à l'esprit que seuls deux ou trois ou davantage adhèreraient à l'euro?

[Jacques Delors] Non, j'avais l'intuition que le Royaume-Uni n'accepterait pas. La Suède non plus pour d'autres raisons, mais elle n'était pas encore membre de l'Union, la Suède. C'est venu après. C'est prospectivement. Donc le Royaume-Uni n'accepterait pas. Je pensais que le club des pays du Sud aurait des difficultés. La France, c'était réglé, puisque Mitterrand avait accepté en principe l'indépendance de la Banque centrale. Donc c'était réglé. Mais voilà, on en était là, à l'époque. Et moi, ma grande idée était économique et sociale, je vous ai dit perdre la bataille sur les indicateurs. Donc j'ai perdu dès là. Ensuite, je suis revenu quand monsieur Jospin est devenu Premier ministre, j'ai à nouveau plaidé pour ça, mais rien à faire, les Français sont nominalistes. Ça s'appelait «Pacte de stabilité», ils ont fait ajouté «et de croissance» et ils étaient contents. Ça, c'est tout le nominalisme français que je critique sans arrêt. Voilà la raison pour laquelle aujourd'hui nous avons [...]. Et moi, ma position est difficile en France, parce que je n'ai jamais critiqué la Banque centrale et a fortiori ni monsieur Duisenberg, ni monsieur Trichet. Quand je parle avec eux, je leur pose des questions, mais c'est vraiment très technique. Donc je n'ai jamais pris le discours de monsieur Sarkozy devant la caméra ou de monsieur Chirac. Je n'ai jamais pris le discours du gouvernement économique. Mais je pense que le déséquilibre est là entre l'Union monétaire et l'Union économique. Il faut

absolument le rétablir, et maintenant ils s'en rendent compte. J'ai fait une interview dans «El País» il y a quelques jours, on sent que maintenant... Alors comment faire? Now, c'est autre chose. Mais on va finir parce que l'euro protège, y compris quand on fait des bêtises, mais ne stimule pas. Donc on a eu: «Oui, mais Trichet me répond: "Nous avons eu 2 % de taux de croissance dans les dix ans, nous avons créé 15 millions d'emplois"». C'est juste, mais ça ne suffit pas, la preuve!

X. Les «paquets Delors»

[Hervé Bribosia] Vous avez donné votre nom aussi à ce qu'on appelle les «paquets Delors». La première fois qu'on recourt à des perspectives financières à moyen terme couvrant la période 88-92 pour le premier paquet, 93-99 pour le second paquet. Quelle est l'origine du concept même de perspectives financières qui maintenant est formalisé dans le traité de Lisbonne sous le nom de cadre financier pluriannuel et quel fut le cadre des négociations...?

[Jacques Delors] Ça date de 1986. À l'époque, quand le Parlement refusait de signer, il n'y avait pas de budget. On faisait des douzièmes provisoires. Donc je prépare le Conseil européen de décembre 86 sous présidence britannique, et je dis à Mrs Thatcher, qui s'est plainte ensuite de m'avoir écouté: «Nous sommes en faillite. Nous ne pouvons plus payer». «Comment?» C'est le même jour où je lui ai fait passer le programme Erasmus, on en oublie que sans mon effort, il n'existerait pas. La France n'a jamais compris ça. Donc je lui dis ça. Alors elle me dit: «Ce n'est pas possible, vous allez expliquer ça *over [a] cocktail*, avant le dîner du Conseil européen», parce qu'il y avait le dîner, puis le lendemain, la réunion. *Over [the] cocktail*, je présente mon affaire. Elle l'a regretté ensuite, j'ai fait un exposé de trois quarts d'heure, et à la suite de ça, les gouvernements ont dit: «Oh là là, Monsieur le président de la Commission, vous avez deux mois pour faire le tour des capitales et nous dire ce que l'on pense!» En janvier 87 et février 87, j'ai pris mes valises, j'ai fait les dix et j'ai fait un document qui s'appelle «Réussir l'Acte unique», dans lequel j'expliquais l'affaire. À partir de là, 1987 – deux échecs. Et en 88, présidence allemande. En janvier, Kohl m'invite à un Conseil des ministres allemand. J'explique et on réussit à faire passer le paquet. Mais avant, j'avais convaincu monsieur Stoltenberg qu'il fallait avoir un accord pluriannuel avec le Parlement pour éviter que le Parlement [...]. Et donc c'est là qu'est venue l'idée de perspectives pluriannuelles. Monsieur Stoltenberg, avec élégance, parce que ce n'était pas sa propension, l'a acceptée. Et donc nous avons donc fait des réunions et en même temps que le paquet Delors I, on avait les perspectives budgétaires pluriannuelles. Depuis, ça existe.

[Hervé Bribosia] Et le cadre de négociation de ces perspectives financières, c'est un cadre purement intergouvernemental? Ou on se rapproche d'une négociation communautaire...

[Jacques Delors] Non, non, la Commission prépare le *draft* et ensuite c'est entre le Conseil des ministres des Finances et le Parlement. Normal. Mais on a réussi deux fois à éviter toute crise budgétaire, toute *bronca* inutile et fatigante entre le Parlement et le Conseil des ministres.

[Hervé Bribosia] Et à l'époque, il y avait déjà les revendications de certains pays dits contributeurs nets. Je pense notamment à la question du chèque britannique.

[Jacques Delors] Non, le chèque britannique avait été réglé de mon temps par le Conseil européen de Fontainebleau avant que je ne sois président de la Commission en 84.

[Hervé Bribosia] C'est cela. Mais il doit être renouvelé.

[Jacques Delors] Mais ensuite, ils ont eu beaucoup de discussions. Quand on a fait le paquet budgétaire de 88, on a décidé de laisser cela de côté. Le grand affrontement de 88 a eu lieu – et il a des raisons historiques – entre les Allemands et les Hollandais. Terrible. J'ai assisté à ça, terrible!

[Hervé Bribosia] Sur quels sujets?

[Jacques Delors] Tout. Tout. Alors là, ça remonte à la guerre, enfin. Mais 88 s'est passé. J'ai dit: «Ne touchons pas au chèque britannique.» Puis en 93 j'ai redit: «Occupons-nous de l'agriculture. Ne touchons pas au chèque britannique parce qu'on n'y arrivera pas.» Alors maintenant, la question va se poser bien sûr!

XI. Bilan de la Commission et de la méthode Delors

[Hervé Bribosia] Jacques Delors, nous arrivons au terme de cet entretien. Tout le monde se souvient de la Commission Delors comme une des plus fructueuses de la construction européenne. Quels furent, selon vous, les facteurs ou les circonstances de ce succès? On parle parfois de Delorisme. Comment définiriez-vous la méthode de Jacques Delors?

[Jacques Delors] D'abord, il faut dire une chose. C'est que ceux qui sont au pouvoir actuellement disent: «Delors a eu beaucoup de chance». Dont acte. Deuxièmement, monsieur Dehaene a dit: «Delors, c'est un mythe». Dont acte. Moi, j'ai beaucoup travaillé selon trois principes. Je suis au service des gouvernements, je défends l'intérêt européen et troisièmement je recherche la convergence. Et si on me fait confiance, je fais des propositions. Voilà. Donc j'ai vécu comme ça pendant ces années, telle était ma philosophie de l'action. Le Delorisme, c'est ça en matière européenne. En matière française c'est l'équilibre entre l'économie et le social. Donc, voilà, j'ai vécu comme ça. Je sais maintenant que [...] mais on ne peut pas dire que je la ramène ou que je parle, mais je suis un peu peiné de voir qu'on dit que dans le fond, c'est un mythe. Monsieur Dehaene, pourquoi il dit ça? Bon [...]. Moi, j'ai travaillé pendant dix ans, peut-être j'ai eu de la chance. Je dis: «Dont acte». Mais enfin...

[Hervé Bribosia] Est-ce que le couple franco-allemand a été un soutien quand même utile?

[Jacques Delors] Oui, mais il fallait être sur la ligne. Comme je vous l'ai dit pour 85. Il fallait être sur la ligne. Deuxièmement, je considère que tous les pays m'ont aidé. C'est ça l'originalité de ma déclaration depuis toujours. Tous les autres ont été utiles. Alors si on ne se met pas ça dans la tête, on ne comprend rien à l'Europe. Le Luxembourg a été formidablement utile, la Belgique, les Pays-Bas. Tous ont été utiles. Et donc pourquoi parler du couple franco-allemand? Bien sûr, mais ça ne suffit pas. De mon temps, je témoigne, sans les autres, on n'y serait pas arrivé. C'est ça le seul message que je voudrais vous laisser. Parce que les gens sont pour que l'on critique. J'ai eu de la chance, je n'en ai rien à faire, franchement. On les voit à l'œuvre ou on les verra à l'œuvre. Mais cette question, tous les pays, membres de l'Union, à un moment ou à un autre, nous ont aidés à franchir un pas en avant. Point à la ligne. Et notamment le Luxembourg. Ne jamais oublier ça, parce que c'est le plus petit pays et que j'avais compris de Jean Monnet qu'il fallait ouvrir ses oreilles et écouter tous les pays. C'est ça ma philosophie, c'est pas du tout d'être fier. J'écoute tous les pays. J'écoutais tous les pays.

[Hervé Bribosia] Jacques Delors, merci infiniment de nous avoir livré votre témoignage.

[Jacques Delors] Voilà, je l'ai fait brut de forge, je me suis relâché.

[Hervé Bribosia] Je vous remercie.

[Jacques Delors] De rien.